

Licenciements : « Fatalité »... ou résistance ?

Renault, Air France, Airbus, Sanofi, Nokia... les plans de licenciements se multiplient.

En quelques semaines, le nombre de chômeurs a augmenté de près d'un million en France. Des centaines de milliers d'emplois, dans tous les secteurs, sont menacés. Le 14 juin, Macron prévient : « *on n'échappera pas aux plans sociaux* ». Il ajoute : « *il faudra travailler davantage* ». Au même moment, les patrons, encouragés et soutenus par le gouvernement, profitent de la situation pour imposer des accords de performance collective (APC) pour geler, baisser les salaires, mettre en cause les congés, le temps de travail...

À les entendre, on ne pourrait pas faire autrement.

Cette chanson, on la connaît bien. Pendant l'épidémie, les mêmes qui refusaient de fabriquer des masques, de produire des tests, choses pourtant facilement réalisables, les mêmes qui continuaient de fermer les lits dans les hôpitaux, et qui ont menti sur tout pour couvrir leur politique criminelle, expliquaient qu'on ne pouvait faire autrement que de mettre en détention des dizaines de millions de travailleurs et de décréter l'état d'urgence. Au compte de quoi, ils ont suspendu les libertés publiques, interdit tout rassemblement, et fait passer à grands coups d'ordonnances la remise en cause des congés, des repos et du temps de travail hebdomadaire...

Et aujourd'hui, au nom de la crise, les mêmes nous expliquent que des millions d'emplois devraient être détruits, que les salaires devraient baisser, que tous les acquis collectifs devraient être remis en cause...

Une fatalité ? Vraiment ?

Airbus vient d'annoncer une baisse brutale de ses effectifs : plus de 15 000 emplois dans le monde, plus de 5 000 en France. Et pourtant... le carnet de commandes est encore plein. Et pourtant, la direction d'Airbus vient d'emprunter 6 milliards sur les marchés. Chez Sanofi, multinationale dans le secteur pharmaceutique, dont le chiffre d'affaires a augmenté de près de 10% en pleine épidémie, 1 700 emplois doivent être supprimés, dont 1 000 en France. Le président français du groupe ne le cache pas : « *cette "réorganisation" correspond à une nouvelle stratégie et non à un plan social lié aux conséquences du Covid-19* ».

Airbus, Sanofi, Nokia, Air France, Renault... tous les plans de restructuration ont un objectif : valoriser le capital, augmenter les bénéfices...

Tous ont reçu des milliards du gouvernement pour organiser et soutenir les licenciements. 5 milliards à Renault : 5 000 licenciements ; 8 milliards au secteur aéronautique pour supprimer 5 000 emplois chez Airbus, 1 300 à Daher, 700 à Stelia ; 7 milliards à Air France pour supprimer 7 000 emplois...

Il n'y a là aucune fatalité !

Ce que le capital financier et les multinationales ont engagé, avec l'aide du gouvernement, c'est une offensive pour baisser massivement le coût du travail. Et pour cela, détruire des dizaines de milliers d'emplois, baisser les salaires, déréglementer tout ce qui peut l'être, détruire tous les acquis collectifs.

Macron vient de nommer un nouveau Premier ministre. Il maintient tout, confirme tout. Il remet en selle la réforme des retraites. Au service exclusif du capital, ils ont un programme : tout liquider, détruire tous les acquis de 1936 et de 1945. Et ils ont une méthode. Elle vient d'être énoncée par J. Castex, le nouveau chef du gouvernement : il se prononce pour un « pacte social ». C'est à dire : faire que les organisations syndicales soient partie prenante des plans de destruction, qu'elles s'en fassent les relais.

Et il faudrait faire comme s'il n'y avait pas d'autre solution possible ?

Le rôle des organisations syndicales, et en particulier de ceux qui les dirigent, ne devrait-il pas être de dénoncer cette mécanique infernale dans laquelle on veut enfermer les travailleurs, de refuser le chantage à l'emploi, d'aider les salariés à imposer qu'il n'y ait aucun licenciement ?

**« Notre mot d'ordre, c'est l'abandon pur et simple
du plan de suppression d'emplois »
« Non à la fermeture ! Zéro licenciement ! »**

À Lannion, à Nozay, les salariés de Nokia ont manifesté avec leurs syndicats, avec la population, pour dire non au plan de suppression de 1 200 emplois. Un délégué syndical dans ce rassemblement disait : « notre mot d'ordre c'est l'abandon pur et simple et non pas des mesures alternatives comme Bercy le laisse entendre. Non c'est non ! ».

En Corrèze, le patron américain de l'usine BW d'Eyrein employant 365 salariés veut fermer l'usine. Ce samedi, à l'appel des syndicats, 2000 personnes ont manifesté à Tulle pour exiger : « non à la fermeture du site, zéro licenciement ».

Ils ont raison !

Ce refus des licenciements, de la baisse des salaires, de la destruction des acquis, c'est la volonté de l'immense majorité.

Les militants du POI, engagés notamment dans les comités de résistance et de reconquête aux côtés de militants ouvriers, de travailleurs de toutes tendances, entendent contribuer à cette bataille.